

Modernités
et
recomposition locale du sens

Actes du colloque des 19, 20 et 21 mai 1999

Textes réunis par Jean-Émile Charlier et Frédéric Moens

Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM)
mai 1999

Éducation et modernité en Afrique

Hamidou Nacuzon Sall

Chaire UNESCO en sciences de l'éducation

École Normale Supérieure, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

tel-fax : (221) 824 15 64, ens@ucad.sn

I- *Les sources des mutations sociales*

Comment, qui et qu'est-ce qui peut orienter les forces d'un pays vers la modernité à l'aube du troisième millénaire en Afrique où se situent les pays parmi les moins avancés et les plus pauvres de la planète ? Si les promesses actuelles sont tenues, et il y a de très fortes chances qu'elles le soient, à moins d'un cataclysme qui retourne l'humanité à la barbarie comme ce fut ou presque le cas au début de ce siècle finissant (14-18, 39-45), le concept de 'village planétaire' deviendra une réalité encore plus tangible. C'est dire que la mondialisation progressera de façon quasi inexorable. La science, la technique et, surtout, les nouvelles technologies de l'information et de la communication jouent et joueront un rôle moteur prépondérant dans ce processus tout à la fois politique, économique et culturel. Est-ce à dire et est-il souhaitable que l'humanité devra s'acheminer vers l'uniformisation des diversités culturelles sous la bannière des pays les plus industrialisés, les organisations internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, jouant le rôle de gendarme du bon ordre moral et culturel international fondé sur les valeurs propres aux groupes des pays les plus développés et les plus industrialisés ? L'uniformisation, véritable équarrissage au forceps des spécificités culturelles, est-elle la voie de passage obligée de toute nation pour mériter l'épithète de nation moderne ?

Les nouvelles technologies dans un monde en plein bouleversement

La même constatation s'impose à tous les observateurs : Le fossé entre l'Afrique et le reste du monde s'élargit alors que les retombées de la technologie pénètrent progressivement dans le fonds culturel des pays industrialisés. INTERNET, le réseau des réseaux se densifie de plus en plus dans les pays les plus développés. Il s'affirme de plus en plus comme le principal vecteur de circulation information. Tout se passe comme si l'accès à l'INTERNET est la

chose la mieux partagée au monde. Il est même perçu comme le cadre naturel de toutes les communications et débats de tous ordres. Ceux qui y ont accès ont également le privilège de suivre l'actualité scientifique et culturelle au moment même où il s'élabore. Ceux qui n'y ont point accès doivent se contenter d'un vague écho de la connaissance en effervescence.

Pourtant, l'accès à l'INTERNET et la participation aux échanges qui s'y effectuent ne relèvent pas directement du génie des hommes ou d'un peuple. Ils dépendent principalement des orientations politiques qui réglementent l'économie dans un pays. En effet, la philosophie des réseaux de communication comme l'INTERNET suppose des mécanismes d'échanges commerciaux qui font fi des frontières et des barrières douanières. C'est en ce sens que les pays pauvres doivent accepter d'ouvrir leur marché aux investisseurs étrangers, en privatisant des secteurs de leur économie souvent centralisée.

Les réseaux informatiques sont supposés rapprochés les hommes parce qu'ils ignorent les distances et font gagner du temps. Si les réseaux permettent toute sorte d'échange, ils doivent néanmoins être rentabilisés et offrir à ceux qui en bénéficient de réaliser de bonnes opportunités d'affaires. C'est dans ce sens que vont les nouveaux mécanismes du commerce international élaborés sous l'égide la CNUCED et qui privilégient les transactions électroniques.

Les nouvelles technologies et la décentralisation

Les règles du commerce international qui se précisent se fondent principalement sur le libéralisme économique et la libre concurrence. A cet effet, les politiques nationales doivent être le plus souple possible et ne pas entraver la libre circulation des hommes et des biens pour une meilleure organisation du marché planétaire. Celle-ci implique à son tour la nécessité de s'inclure dans de grands ensembles économiques et politiques communautaires qui puisse au moins soutenir la concurrence internationale.

Pourtant, cette nécessité de constituer des ensembles économiques de taille suffisante pour participer au commerce mondial ne va pas sans quelques contradictions apparentes. En effet, pour être réellement rentables au plan économique, les grands ensembles doivent être fondés sur la participation de tous les citoyens à l'élaboration et à la prise des décisions. D'où la nécessité de la décentralisation politique et administrative et du renforcement de la démocratie dans tous les pays.

Au sens premier, la décentralisation signifie que l'état se désengage des secteurs dans lesquels il exerce encore un monopole ou la suprématie. Mais la décentralisation signifie surtout que l'état cède certaines de ses prérogatives aux collectivités (locales) qui prennent en charge la gestion, voire le financement, de leurs propres affaires. Décentralisation et intégration régionale ou sous-régionale semblent donc être les deux faces d'une même pièce. La première viserait à faire participer effectivement toutes les populations locales à la production des biens, la seconde assurerait les transactions économiquement viables pour toute la communauté.

La transparence et la bonne gouvernance seraient les corollaires naturels de la participation effective des populations locales à leurs propres affaires en vue du véritable essor de la collectivité locale. La transparence suppose que toutes les affaires publiques sont connues de tous, la bonne gouvernance renvoie à leur gestion démocratique et efficace.

Décentralisation et intégration régionale, transparence et bonne gouvernance s'accompagnent cependant de certains paradoxes. Pour bien réussir la décentralisation et faire participer effectivement les populations locales à la gestion des affaires locales, les populations doivent être suffisamment 'averties', c'est-à-dire éduquées et formées pour prendre une conscience claire de leur propre intérêt. Des populations maintenues dans l'ignorance ne saisiraient point les enjeux qui gouvernent l'économie mondiale actuelle. Les populations locales ne sauraient non plus avoir une production compétitive avec des moyens de compétition archaïques ou des technologies obsolètes.

La culture et la modernité

Face aux nombreux périls auxquels les pays pauvres sont confrontés, la rénovation culturelle semble s'imposer inéluctablement pour assurer leur survie dans un univers marqué par des agressions de toutes sortes. Il est urgent d'assurer l'élévation du niveau culturel de toutes les populations locales, où qu'elles se trouvent, afin de les amener à de nouvelles relations avec la nature et leur propre environnement.

Par de-là les représentations que les populations locales ont d'elles-mêmes et de leurs rapports avec la nature et leur environnement, la rénovation culturelle devrait à très court terme s'intéresser à la santé et à l'alimentation. La santé est ici considérée dans la sphère culture car elle renvoie d'abord à la connaissance que les hommes ont de la maladie et des moyens d'y faire face. Certes, les thérapeutiques traditionnelles peuvent être efficaces, mais il faut d'en isoler les principes actifs. De tels résultats ne peuvent être atteints qu'en 'désacralisant' certaines pratiques thérapeutiques tenues secrètes par leurs

détenteurs. La rénovation culturelle devrait dès lors permettre d'entreprendre des enquêtes de grande envergure afin de collecter, de transcrire et de codifier toutes les connaissances traditionnelles, en vue de les analyser, de les vulgariser et de les pérenniser.

L'alimentation est-elle aussi envisagée dans la sphère culture parce que dans bien des cas les déficits et carences alimentaires sont liés à des représentations à habitudes. Il s'agit donc d'arriver à modifier certaines habitudes alimentaires afin de renforcer la santé physique des populations locales.

La rénovation culturelle au sens évoqué plus haut est le corollaire indispensable de la modernité. Celle-ci traduit les efforts et le résultats des efforts consentis afin d'élever les populations locales jusqu'à leur accession à un fonds culturel commun à toute l'humanité, sans les faire renoncer leur identité propre. Un tel fonds comprendrait principalement toutes les connaissances, savoirs et savoir-faire avérés et transmissibles sans ésotérisme. Car si la science du 'sorcier du village' fait encore ses preuves, elle pourrait être renforcée par les apports féconds de la science universelle qui la complètent sans la trahir ni la récuser de manière fondamentale.

La modernité est comprise comme le résultat d'un processus de transformations sociales pouvant être profondes. A travers un tel processus, un groupe d'hommes est amené à renouveler ses connaissances, modes de production et de reproduction de la vie matérielle de tous les jours. Ce qui n'épargne ni l'adoption de nouveaux moyens de production, ni l'application de nouvelles méthodes de production. Au demeurant la production de biens de consommation compétitifs au niveau mondial implique la connaissance et le respect de normes admises au plan international. C'est en ce sens que le processus qui conduit à la modernité requiert des efforts de rénovation culturelle (au sens le plus fort du terme). Le renforcement et amélioration du rendement d'une collectivité locale, et par conséquent l'accroissement et l'amélioration de la richesse d'une communauté nationale ou régionale, sont au prix de l'effort de l'élévation du niveau culturelle

Combinées entre elles, la culture, la rénovation culturelle dans un contexte de mondialisation, la décentralisation, l'intégration régionale et la modernité exercent des effets de nature diverse sur les sociétés, les familles et les individus. Les effets négatifs méritent une attention toute particulière. Des risques de détresse humaine, de désintégration sociale, de perturbation mentale, de destruction familiale sont inhérents à toute intégration régionale.

Il paraît cependant pertinent de se demander si les risques sont tout à fait les mêmes quel que soit le contexte. Dans le cas des sociétés africaines où

l'intégration nationale ne s'est effectuée ni dans le même sens ni selon la même tonalité que dans les pays du Nord, l'intégration régionale et la décentralisation n'auraient pas les mêmes effets négatifs sur les réalités sociales et sur les individus.

II- *L'éducation et les mutations sociales*

L'éducation en général et l'enseignement en particulier ont un rôle fondamental à jouer sur les nouvelles politiques qui s'adressent aux sociétés et aux hommes. Quelles que soient les conceptions 'idéologiques' (au sens le plus large du terme) en vigueur, elles ont des répercussions sur les processus de socialisation et de personnalisation.

L'éducation, la culture et la modernité

Tout d'abord, c'est par et à travers l'éducation qu'une société manifeste et témoigne de son degré de participation à l'aventure commune de l'humanité. Toute société qui se replie sur elle-même, en se tournant vers le passé, se coupe des apports féconds de l'extérieur. Toute société qui réfute son passé, en se tournant résolument vers l'avenir perd son âme. Il y a donc un juste équilibre à trouver entre l'enracinement et l'ouverture.

L'éducation et la culture

Le premier rapport entre l'éducation et la culture concerne le partage du 'savoir scientifique'. Au sens le plus large, l'éducation est l'opportunité offerte aux membres d'une collectivité, tout au long de la vie, de prendre connaissance et de participer à la culture. La prise de connaissance et la participation peuvent être une adhésion ou un rejet. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent aujourd'hui un des vecteurs les plus puissants de communication de culture. En dispensant de l'information sous quelque forme, les médias socialisent et personnalisent...

L'éducation et la modernité

Avec la vulgarisation de moyens modernes de communication dont le coût n'ont cessé de baisser, les possibilités d'accès à l'information 'la plus récente et la plus fraîche' s'améliorent partout. Au moins la radio, la télévision et même le téléphone permettent aux contrées les plus reculées et aux populations les plus isolées de se tenir informées et, surtout, de se faire une opinion. Les émissions et les films servis par les chaînes de télévision instillent tout au tour de la planète des sensibilités des pays où ils ont été conçus, ouvrant malgré elles

toutes les sociétés aux influences étrangères. Lentement mais sûrement, l'humanité toute entière aspire aux mêmes idéaux.

L'éducation au sens de l'enseignement devrait donc accompagner ses mutations en les éclairant...

L'éducation et la décentralisation

Si l'objectif de la décentralisation est réellement de faire participer tous les membres d'une collectivité à la production et à la gestion des biens et des services communautaires, une des toutes premières exigences serait d'assurer l'éducation pour tous tout au long de la vie. Ces exigences supposent à leur base des efforts d'alphabétisation. La maîtrise et la pratique de la lecture et de l'écriture sont les clés et le ciment d'accès à la connaissance moderne.

La mise en œuvre de la politique de décentralisation nécessite donc des programmes d'information et de formation à la décentralisation et au mode d'emploi de la décentralisation. De la même manière, la poursuite de l'intégration régionale devrait être accompagnée de programmes éducatifs pour apprendre à vivre ensemble en développant la compréhension de l'autre et la perception des interdépendances.

Conclusion : l'éducation, les technologies et la modernité dans la démocratie

Les pistes et recommandations du Rapport de la Commission Delors (1996) restent encore valables pour le début du troisième millénaire :

- 1°- Le développement harmonieux de chaque être humain requiert sa prise en charge par un système éducatif qui combine les vertus de l'intégration et le respect des droits individuels.
- 2°- Les systèmes éducatifs doivent prendre en charge l'éducation à une citoyenneté consciente et active pour consolider et renforcer la démocratie.
- 3°- Les systèmes éducatifs doivent asseoir et renforcer les bases de la rénovation culturelle pour permettre aux individus de déchiffrer les mutations en cours.
- 4°- Les systèmes éducatifs doivent armer les individus à faire face aux défis des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui sont objets et vecteurs de connaissances.

Hamidou Nacuzon Sall

5°- Les systèmes éducatifs doivent assurer l'émergence de nouveaux modèles de développement respectueux de la protection de la nature et de l'environnement.

6°- C'est à l'école et dans l'esprit des hommes que se construit l'interdépendance, la paix, la volonté de vivre ensemble par-delà les différences sociales et culturelles, la compréhension et la tolérance interculturelle et de la coopération internationale.

Résumé

Notre époque est marquée par des données technologiques et des approches politiques qui exercent de fortes pressions sur les réalités sociales et la vie des hommes. Parmi les données technologiques, les nouvelles technologies de l'information et de la communication entraînent des bouleversements et une accélération sans précédents sur les connaissances, les savoirs et les savoir-faire. Les approches politiques qui se fondent sur la globalisation de l'économie mondiale dont le révélateur est consigné dans le concept de 'village planétaire' imposent partout à travers le monde une perception de la démocratie, de la décentralisation et de la bonne gouvernance, généralement perçues selon le modèle occidental. Les pressions exercées par les données technologiques et les approches politiques produisent inéluctablement des mutations profondes qui doivent être maîtrisées. Quelle peut être la contribution de l'éducation dans la maîtrise de ces pressions ? A quelles contraintes l'éducation doit-elle surmonter pour assurer ses nouvelles missions dans des sociétés en pleine mutation ?